

Hugues Bousiges : « Faire vivre le mot fraternité »

Territoires | Hier, à Uzès, le préfet du Gard a lancé un appel aux maires.



■ Le préfet du Gard s'est dit prêt à aider les communes à « maintenir la paix publique ».

Hier, le préfet Hugues Bousiges a marqué les esprits des maires du Gard. Il a profité de son passage au haras national d'Uzès, où se tenait l'assemblée générale annuelle de l'association des maires du Gard, pour lancer un appel solennel « teinté d'anxiété » aux élus locaux. Un appel « à la cohésion sociale dans les communes. Vous devez faire vivre le mot fraternité. La fraternité c'est l'élan vers l'autre en reconnaissant sa différence. Elle est mise en cause gravement dans certaines communes du département », a expliqué le préfet.

Les dotations de l'État aux communes stagneront en 2013

Revenant sur le fait divers qui s'est déroulé, au mois d'août dernier, à Aigues-Mortes, Hugues Bousiges a poursuivi : « Il n'est pas acceptable qu'un homme prenne un fusil pour tirer sur d'autres, mais il est scandaleux qu'une partie des habitants puisse dire ensuite qu'il a mal visé. » Indiquant qu'il était prêt à « aider les communes à maintenir la paix publique », Hugues Bousiges a conclu : « Cet appel est au cœur du pacte républicain. » Un propos salué par les quelque 150 maires présents. Des élus avec lesquels le

taurer « un pacte de confiance », mais sans parvenir jusqu'ici à dissiper les inquiétudes.

Notamment financières. D'ailleurs, le préfet Hugues Bousiges a confirmé que les dotations de l'État aux communes stagneraient en 2013, avant de baisser de 5 % en 2014 et encore en 2015, comme l'a annoncé le ministre du Budget, Jérôme Cahuzac. Et cela même si, face aux maires, le sénateur Simon Sutour et le député Fabrice Verdier - ce dernier représentait Christophe Cavard, député de la circonscription qui était retenu à Paris - ont assuré vouloir « se battre » lorsque les discussions sur le financement des collectivités viendront au Parlement, probablement au printemps prochain.

Les parlementaires ont également été invités à « se battre » tant par le préfet que par le président du conseil général, Damien Alary. Les deux hommes ont insisté pour que soit mis fin à la multiplication des normes et qu'un « toilettage des textes existants soit entrepris ».

Hugues Bousiges a même lâché : « De plus en plus, ce sont les juges qui font les politiques publiques. Ce n'est pas sain. »

VERBATIM

Pilar Chaleyssin

La présidente de l'Association des maires du Gard est revenue sur les États généraux des territoires auxquels elle a participé à Paris jeudi et vendredi. Elle a indiqué que « le malaise des maires était général » et a annoncé que l'acte 3 de la décentralisation que prépare le gouvernement serait basé sur « la confiance, la clarté, la cohérence et la démocratie ».

Simon Sutour

Le sénateur PS a indiqué « vouloir se battre pour que les maires aient les moyens correspondant aux missions qui leur sont assignées ». Sur la réforme territoriale il a indiqué que l'abaissement du scrutin de liste aux communes dès 500 habitants était « à revoir ». Il préconise un seuil à 1 500 habitants.

Jean-Paul Fournier

Le sénateur-maire UMP, plus dubitatif sur le résultat des États généraux organisés par le Sénat a indiqué : « On va attendre de voir ce qui va en sortir. » Il a toutefois indiqué que la réforme du mode de scrutin des élections cantonales pourrait réduire le nombre de cantons dans le Gard de moitié et acter la parité pour chacun d'eux.

Damien Alary

Le président PS du conseil général a relayé « les inquiétudes des collectivités » estimant qu'elles sont soumises « à trop de règles qui compliquent l'existence de tout le monde ». Damien Alary a appelé de ses vœux à la mise en place d'un « système plus clair et plus simple » en insistant sur le fait « qu'il ne faut pas que nos collectivités soient transformées en simples guichets administratifs ». Satisfait que le gouvernement soit revenu sur la réforme territoriale qui menaçait l'existence des Départements, il n'a pas caché toutefois ses inquiétudes sur l'avenir budgétaire de certains départements, dont le Gard. Son espoir réside désormais dans l'acte 3 de la décentralisation que